

le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN

123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

Sous la pression des masses ouvrières et paysannes

Les événements les plus graves présentent parfois à rire. On voudrait garder son sérieux en face d'un fait important ; on s'adonne gravement aux réflexions que suggère le fait en question et voici que, tout d'un coup, on est pris d'un irrésistible besoin de céder à l'hilarité.

C'est exactement ce qui m'est arrivé lorsque, comme tout le monde, j'ai appris que le gouvernement français s'était décidé à reconnaître de jure « la République des Soviets ».

N'est-il pas bizarre que la France se soit obstinément refusé à reconnaître les Soviets quand ceux-ci existaient, vivaient, fonctionnaient et que, brusquement, Elle se résigne à les reconnaître quand Elle a acquis la certitude qu'ils ont rendu le dernier soupir ?

De Monzie, Noullens, Herriot et consorts savent pertinemment que, depuis longtemps, la Dictature bolcheviste a étouffé l'organisation populaire dite « des Soviets » et que celle-ci ne se trouve plus, en Russie, qu'à l'état de souvenir. Et, dès lors, n'est-il pas extraordinairement rigolo qu'ils aient attendu, pour en reconnaître officiellement l'existence, que le Soviétisme ait cessé d'exister ?

Un autre sujet de gaité nous est offert par la lecture de l'*Humanité*. Ce journal qui, dans l'art de bourrer les crânes, a conquis « de haute lutte » la première place dans la presse française, affirme — écoutez bien — que « c'est la pression des masses ouvrières et paysannes de France qui a obligé le gouvernement à la reconnaissance de la République Soviétique ».

Par deux, cinq, dix fois, j'ai lu cette affirmation dans l'*Humanité* d'hier et d'avant-hier. Elle est, pour moi, une révélation.

C'est un point d'histoire que j'ignorais totalement.

Voici : je ne m'étais pas rendu compte de cette formidable pression des masses ouvrières et paysannes. Je ne soupçonnais pas que le prolétariat des villes et des campagnes fût en marche pour signifier à la démocratie française qu'il lui fallait choisir entre l'envoi d'un ambassadeur à Moscou ou la Révolution.

Certes, je conçois qu'ayant à répondre à un *ultimatum* aussi caractéristique, le gouvernement français, pris d'une frousse intense, ait consenti à recevoir à Paris l'ambassadeur de Moscou et à envoyer à Moscou le plénipotentiaire de Paris.

Si une mise en demeure de cette nature avait été adressée à M. Herriot par de simples francs-maçons (comme je l'étais moi-même il y a un dizaine d'années) ou par de vulgaires petits-bourgeois et d'inoffensifs contre-révolutionnaires (au nombre desquels je suis aujourd'hui), il est évident que le chef de la démocratie radicale-socialiste de ce pays s'en fut moqué comme de sa première pipe ; mais on conçoit qu'il ait capitulé de la *colossale* levée de boucliers qui n'eût pas manqué de tout briser si on avait eu la mauvaise inspiration de lui résister. Je comprends maintenant ce que c'est que la pression des masses ouvrières et paysannes.

Herriot, qui n'est pas précisément une moule, a eu la vision nette du danger qui menaçait la Bourgeoisie dont il est, présentement, le fondé de pouvoirs.

Les relations d'étrange amitié que j'entretenais — nul ne l'ignore — avec tous les ministres de l'Intérieur passés, présents et futurs : hier, Malvy, aujourd'hui Chautemps, demain Renaudel ou Semard, me mettent en mesure de livrer à la curiosité publique, quelques *indications* (le mot est de circonspection) sur les conditions dans lesquelles la reconnaissance des Soviets a été décidée. Je n'hésite pas à les révéler :

Ayant convoqué d'urgence et en séance extraordinaire le conseil des ministres, M. Herriot a adressé à ceux-ci un discours dont voici le résumé :

« Messieurs et chers collègues,

« Nos admirables services de police viennent de me signaler un formidabe mouvement de masse en préparation.

« Il s'agit, vous le devinez, des dispositions de combat que prennent les chefs intrépides du Parti Com-

muniste. Animés de l'esprit révolutionnaire qui les rend si redoutables, les bataillons rouges n'attendent pour livrer bataille, que le mot d'ordre de leurs chefs.

« Ceux-ci ont divisé come suit : les innombrables forces dont ils disposent : d'abord les sections, catégories, cellules, etc., qui constituent le Parti Communiste. Ces troupes marchent sous le haut commandement des éminents stratèges : Cachin, Sellier, Semard, Berthon, Herriot, Treint et de l'amazone en chef Suzanne Girault.

« Viennent ensuite les masses profondes du prolétariat ouvrier et paysan, placées sous les ordres de ces hommes d'action incomparables à qui la classe ouvrière consciente et organisée a confié la direction de ses destinées : Monmousseau, Racamond, Dudilieu, Bérard, Raynaud, je ne puis les citer tous ; ils sont trop.

« Enfin toute la banlieue rouge, messieurs, oui, tous ces hommes — ils sont plus de cent mille — qui ont si héroïquement accompli, le 11 mai dernier, leur devoir d'électeurs, en vainant Paris dès que MM. Marti et Vaillant-Couturier, qu'ils ont élus comme chefs suprêmes, leur en donnèrent l'ordre.

« C'est, comme vous le voyez, messieurs et chers collègues, une mobilisation en règle de l'Armée Rouge, Section française de l'Internationale Communiste.

« La situation est d'une extrême gravité.

« Responsable de l'ordre public, le gouvernement est résolu à ne pas céder aux hordes révolutionnaires. Toutefois, messieurs, vous estimez avec moi que s'il est de notre devoir de résister, il est de notre devoir aussi de tout tenter pour conjurer l'horrible effusion de sang qui résultera d'un conflit armé entre les policiers, soldats et gendarmes que le gouvernement peut mettre en ligne et les milliers d'ouvriers et paysans que le Parti Communiste peut mobiliser... »

A ce moment le général Nollet, ministre de la guerre, fortifiant belliqueusement sa moustache interrompit :

« Mais enfin, dit-il, que veulent-ils, ces pékins-là ? »

Et, anxioux, angoissés, tous les ministres dressèrent l'oreille.

« Ce qu'ils veulent, messieurs ? Eh bien ! Ils exigent la reconnaissance immédiate et sans condition de la République des Soviets !

« Cette reconnaissance ou la Révolution. »

Un fou rire s'empara de tous les membres du Conseil.

C'est à l'issue de cette mémorable et désormais historique réunion ministérielle que le gouvernement se hâta de rendre publique et officielle la reconnaissance des Soviets.

Il était temps. La démocratie bourgeoise de France peut se vanter de l'avoir échappé belle.

C'est ainsi que le Parti Communiste vient d'inscrire sur son drapeau glorieux une magnifique victoire de plus, due à l'écrasante pression des masses ouvrières et paysannes.

SEBASTIEN FAURE.

Une arrestation arbitraire

La Ligue des Droits de l'Homme nous communique la note suivante :

M. Marcel Lentz, fils d'un honorable comerçant de Metz, avait le malheur de porter le même nom qu'un individu peu recommandable et de présenter avec lui une certaine similitude de signalement.

Le 21 juillet dernier, sur mandat du juge d'instruction de Nice, il fut mandé au Parquet de Metz pour répondre des méfaits de son homonyme et, malgré ses explications, fut incarcéré. Il resta écrasé plus de 24 heures avec des maltraitements notoires et fut maltraité par un gardien de la prison.

Or, le coupable, arrêté depuis longtemps, avait purgé une peine de huit mois de prison, mais le juge d'instruction de Nice avait oublié de rapporter le mandat d'arrêt lancé contre lui.

La Ligue des Droits de l'Homme a protesté contre cette négligence du juge d'instruction et contre la légèreté avec laquelle le Parquet de Metz a arrêté un jeune homme très connu dans la ville, parfaitement honnête, et qui avait fourni les explications les plus satisfaisantes.

Un typhon ravage les côtes de l'Annam

IL Y A DE NOMBREUSES VICTIMES

Un typhon d'une violence exceptionnelle, accompagné de pluies torrentielles et de raz de marée, a sévi sur les côtes de l'Annam, les 23 et 24 octobre, provoquant des inondations, des pertes de récoltes et des dégâts importants aux bâtiments, aux routes, aux ponts, aux voies ferrées et aux lignes télégraphiques.

Dans les provinces de Kungshow et de Samgeau, particulièrement atteintes, un grand nombre d'indigènes ont été noyés par le raz de marée. Une partie du bétail fut perdue, ainsi que les réserves de riz.

Au lieu d'entretenir des fonctionnaires inutiles en Indo-Chine, de ces résidents et gouverneurs qui pillent et rançonnent les populations, on ferait mieux de venir en aide, dans de telles circonstances, aux malheureux travailleurs qui vont être les seules victimes de la catastrophe.

LE FAIT DU JOUR

Jeux de quilles parlementaires

Le suffrage universel est décidément la plus comique des institutions humaines. Cens qui l'ont inventé devaient être de fameux pince-sans-reire.

Les élections du 11 mai en ont donné la preuve en France. Les élections anglaises, qui se sont faites mercredi, sont encore plus typiques à cet égard. Les conservateurs ont réuni sept millions et demi de voix ; ils ont plus de 400 sièges, les deux tiers du Parlement. Libéraux et travailleurs ont obtenu plus de neuf millions de voix ; ils ont ensemble 190 sièges.

Comprenez qui pourra. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer cette mystérieuse opération. Considérons simplement qu'à chaque élection on relève des anomalies du même genre. Le peuple souverain, à qui on fait appel pour trancher les grands problèmes politiques, n'y comprend guère non plus, mais il vote toujours.

Cela lui fait une occupation l'empêchant d'agir autrement, et au fond, c'est là tout ce que l'on désire.

La lutte électorale anglaise est encore toute chaude, que déjà on parle d'une crise en Belgique. Le ministère Theunis, embarrassé par des questions budgétaires, serait — dit-on — prêt à donner sa démission. On cause même d'une dissolution du Parlement belge et d'une consultation pré-électrice des électeurs.

Très plaisante, n'est-ce pas, cette manie moderne de consulter à tout propos les électeurs ? Surtout après une guerre où on en a envoyé quelques millions se faire tuer sans leur demander leur avis.

La classe dirigeante, c'est visible, sent son autorité chanceler. Elle essaie d'appuyer, le plus souvent possible, son autorité par les niggards de votards. Elle cherche à leur faire croire que ce sont eux les maîtres.

Mais comme, en fait, les opinions des électeurs et rien du tout, c'est à peu près la même chose, ceux-ci s'aperçoivent plus qu'ils jouent les rôles de jobards. Le bulletin de vote tombe dans le ridicule de plus en plus.

Puisse cette vérité de l'imprévisibilité des élections se révéler plus vite et préparer les foulées à agir directement, sans avoir besoin de représentants.

Pour le Congrès

Ce matin, à 9 heures, ouverture du Congrès de l'Union anarchiste, 8, avenue Mathurin-Moreau, le 26 novembre.

Nous invitons les camarades délégués à être présents à 9 heures précises.

Nous les invitons également à inscrire sur une feuille spéciale, qui sera à l'entrée de la salle, le nom du groupe représenté.

Nous espérons que durant les débats de ce congrès, les camarades sauront avec clarté défendre leur point de vue et appuyer toutes leurs initiatives.

Camarades, tous à la besogne pour que notre mouvement puisse se continuer par la suite avec plus d'amplitude.

Notre Congrès

Ce matin s'ouvre, avenue Mathurin-Moreau, le Congrès de l'Union anarchiste de langue française.

De nombreux délégués de province ont annoncé qu'ils y participeraient. Qu'ils soient les bienvenus.

Ce Congrès aura une importance particulière ; ce sera, certes, celui de tous les Congrès tenus jusqu'à ce jour qui aura le plus de répercussion sur notre mouvement, et les plus graves décisions à prendre, non plus théoriques, mais pratiques.

La période où l'on pouvait se contenter de philosopher est passée. Elle fut utile, nécessaire même. Elle a permis à nombre d'individus de reconnaître juste et beau l'idéal anarchiste.

L'anarchisme aujourd'hui a conquis droit de cité, grâce aux nombreux efforts individuels, grâce à la propagande des groupes disséminés dans tout le pays. Nos ennemis même — bourgeois, socialistes ou bolcheviks — se sont faites échapper.

Le congrès de l'Union anarchiste de langue française pour nous combattre — reconnaissent notre nombre et notre force par la simple raison qu'ils consacrent beaucoup d'activité à lutter contre nous. Les calomnies et les insultes des bolcheviks, notamment — l'odisseuse campagne jésuite qu'ils mènent contre notre mouvement est l'aveu, la preuve, que nous sommes une puissance avec laquelle ils doivent compter.

L'époque à laquelle nous vivons, pleine de grands événements en gestation, la faillite de la bourgeoisie, nous invite à nous préparer à passer de la diffusion doctrinale à l'action, de la culture des individualités à l'influence sur les masses.

En quelques années, tous les partis politiques d'avant-garde ont fourni la preuve de leur impuissance à rien transformer.

Les autoritaires, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes, s'ils persistent à bluffer, n'en sont pas moins accusés à la constataction publique et irrefutable de leur totale incapacité. Les peuples s'éloignent des politiciens (les élections anglaises le prouvent); ils attendent qu'une organisation, affranchie des scélérats préjugés de l'autorité, leur indique la marche à suivre. Sur les ruines des partis politiques, démantelés, devra s'élever l'Union anarchiste.

La lumière dans les cerveaux prolétariens, s'apprêtant à l'action décisive de libération des peuples.

Le syndicalisme lui-même, qui fut longtemps en France le frère de l'anarchisme, et qui se lança à l'assaut du passé, s'est écarté de l'idéal libertaire. Immédiatement scission, impuissance, désagrégation.

L'anarchie est la seule conception qui puisse libérer les peuples. Elle se doit de devenir une force sociale. Elle doit attirer à elle tous les écueils sincères de la politique et d'autres. Malgré les apparences, jamais le moment n'a été aussi favorable au développement de notre action.

Mais pour rien perdre des avantages de la situation, nous devons mener notre propagande méthodiquement, multiplier, développer notre presse, nos livres et brochures de vulgarisation, renouer les foulées par de nombreuses réunions.

En nous organisant nous y parviendrons.

La tâche du Congrès est grande. Que les questions secondaires de personnalités, de tendances, etc., s'effacent et qu'on sente la volonté ferme de dresser, face à la société bourgeois, face aux partis politiques, un mouvement sérieux et formidabil.

A l'œuvre, en toute camaraderie.

Georges BASTIEN.

PREMIÈRE JOURNÉE

La séance s'ouvrira à 9 heures précises, avenue Mathurin-Moreau. La première question à l'ordre du jour est le rapport financier et moral du *Libertaire* quotidien.

La deuxième portera sur l'existence du quotidien et les moyens propres à assurer sa publication.

Troisième question : La revue anarchiste.

Quatrième : La Librairie sociale.

AUX CAMARADES DE PARIS

Les camarades qui pourront loger des copains délégués sont priés de bien vouloir se faire connaître au cours des séances du Congrès ; nous les mettrons en rapport avec les délégués.

Chacun comprendra les difficultés qui existent pour se loger ; que ceux qui le peuvent prennent avec eux des camarades.

AUJOURD'HUI, SAMEDI

à 20 h. 30

Grande Salle de l'Union des Syndicats, 33 rue Grange-aux-Belles

GRANDE SOIREE ARTISTIQUE

au profit des œuvres de l'« Union Anarchiste »

PROGRAMME :

1^{re} Partie. CHANT

APRES LES INCIDENTS
DE LA GUADELOUPE

Le tyranneau Jocelyn-Robert vient d'arriver en France

Une dépêche du Havre nous apprend que le sinistre assassin-gouverneur de la Guadeloupe, M. Jocelyn-Robert, est arrivé sur le Pérou avec un capitaine de gendarmerie. « Il a été salué à son arrivée par M. Candace, qui lui a donné l'accordéon ». Voici un beau duo de coquins. Nous ne nous étonnons pas qu'on ait éprouvé le besoin de leur adjointure un capitaine de gendarmerie. Les nefs se sont figurées que c'était sans doute par mesure d'arrestation, et que les menottes ornaiient les mains de Jocelyn-Robert et de Candace.

Désormais-les, Jocelyn-Robert et Candace sont accompagnés de la gendarmerie pour la lancer sur leurs adversaires politiques et sur leurs victimes. N'a-t-on pas déjà, par ordre de ces mêmes Jocelyn-Robert et Candace, perquisitionné chez les avocats de M. Boisneuf, en même temps que chez M. Boisneuf ?

Et gageons que, d'ici quelques jours, M. Jocelyn-Robert repartira, avec de l'avancement, comme gouverneur d'une colonie autrement importante que la Guadeloupe : l'Indochine, par exemple ? Tout est possible en République démocratique et sociale !

L'école primaire dépotoir de la caserne et des sports professionnels

Nous allons aujourd'hui exposer comme quoi il est parfaitement inutile que l'école primaire serve de dépotoir à la caserne et aux sports professionnels.

1^e Même si l'on admettait comme nécessaire, dans les écoles primaires, la présence des moniteurs militaires municipalisés, on ne comprendrait pas l'utilité de celles des sportifs professionnels, si ce n'est pour leur procurer commodément des ressources avouables et certaines. Dans tous les cas, le brillant corps de l'inspection du sabotage de l'éducation physique scolaire est supposément inutile. Il y a, dans chaque école primaire un inspecteur véritable de l'éducation physique scolaire, le médecin scolaire, qui peut, par ses examens médicaux périodiques approfondis, et en se faisant aider, pour les pesées, les mesurations et les examens morphologiques, par les maîtres et les maitresses, contrôler véritablement et efficacement l'éducation physique scolaire. Médecins scolaires et inspecteurs (?) de l'éducation physique scolaire peuvent faire de bien en vue de l'éducation physique scolaire rationnelle.

Ces Messieurs et ces Dames de l'inspection (?) de l'éducation physique scolaire ne savent bien, qui se contentent de présenter au sabotage (qu'ils ne nient pas) de l'éducation physique scolaire, et de contrecarrer ce que les médecins scolaires peuvent faire de bien en vue de l'éducation physique scolaire rationnelle.

2^e La présence des moniteurs militaires municipalisés est royalement inutile dans les écoles, pour les raisons suivantes : tous les instituteurs, à part quelques rares réformés, vont à la caserne, comme les autres citoyens. Depuis une vingtaine d'années, grâce aux efforts des officiers qui ont toujours considéré la présence des moniteurs militaires dans les écoles comme une chose indésirable, et qui ont toujours dit que la gymnastique devait être normalement située dans la journée scolaire, les instituteurs, au cours de leur service militaire, accomplissent un stage à l'école de Joinville. Depuis la guerre, Leaucompt ont fréquenté les C.R.I.P. Dans les C.R.I.P. et à Joinville, il leur est souvent arrivé de vivre côté à côté avec les futurs moniteurs militaires municipaux.

Il y a un an environ, une enquête fut faite dans le département de la Seine par l'administration, qui devait ignorer que les instituteurs accomprenaient, depuis une vingtaine d'années, des stages à Joinville, pour voir si réellement la présence des moniteurs militaires municipaux était utile dans les écoles.

Il est probable que le résultat de l'enquête fut particulièrement décevant pour le rey-goliéttisme, car nul n'en connaît jamais le résultat. Malgré cela, le rey-goliéttisme, ce singulier mélange de l'intimidation, du chantage, de l'imposture et du faux, prospère encore, alors qu'il n'aurait jamais dû pouvoir prendre racine, alors qu'il n'aurait jamais pu prendre racine, si la conscience humaine existait réellement.

Les médecins inspecteurs se contentent trop souvent de hausser les épaules, lorsqu'ils voient un moniteur faire piover les enfants à n'importe quelle heure ; des inspecteurs de l'enseignement primaire n'hésitent pas à ordonner aux maîtres et aux maitresses, dont la conscience se révolte devant les menées du rey-goliéttisme, de céder leurs élèves à ces Messieurs aux heures contre-indiquées par la pédagogie et l'éducation physique, à les menacer s'ils refusent de s'incliner : l'un d'eux est allé jusqu'à s'associer à un faux de M. Rey-Goliétt — crise des consciences ! —, des maîtres ou des maitresses, pour ne pas être en butte à l'inimitié malaisante des magnats du sabotage de l'E.P.S. et de leurs complices imbéciles, quelques-uns pour être débarrassés, disent-ils, une demi-heure par semaine ou une demi-heure par jour de leurs élèves (ces maîtres et ces maitresses doivent aimer véritablement leurs élèves, leur métier, l'école), les abandonnent à n'importe quel moment de la journée scolaire aux moniteurs militaires municipaux.

Ferons-nous appeler vain à la conscience des médecins scolaires, des inspecteurs primaires, des maîtres et des maitresses, pour libérer l'école du rey-goliéttisme stupide et malaisant ?

(A suivre). Maurice JACOUILLE.
Instituteur public.

L'automobile meurtrière

Versailles, 31 octobre. — L'automobile de M. Bonnefoy-Sibour, préfet de Seine-et-Oise, descendait l'avenue des Champs-Elysées, à Paris, lorsqu'elle fut coincée entre deux véhicules. Le chauffeur est blessé. Le préfet est indemne.

Sauvons - les des bourreaux

Vanzetti et Sacco vont mourir

L'Industrial Solidarity, organe officiel de l'Industrial Workers of the World (I.W.W.), publie dans son numéro du 15 octobre dernier un article intéressant que nous donnons à nos lecteurs, afin de leur montrer les sales procédures de la justice et de la police américaine pour tuer le mouvement révolutionnaire ouvrier.

Nicola Sacco et Bartoloméo Vanzetti, italo-américains révolutionnaires, ont fait

un pas de plus vers la chaîne électrique quand le jugement de Webster Thayer a rendu formellement la révision du procès demandé par le conseil de la défense. L'appel devant la cour suprême de Massachusetts reste maintenant le seul espoir de ces deux jeunes ouvriers d'avoir la chance de prouver leur innocence du meurtre dont on les accuse. Ils furent condamnés pendant la période de la vague de réaction et de lutte contre les étrangers qui suivit la guerre.

Le cas de Sacco et Vanzetti, maintenant dans la période la plus critique, a éveillé dans le monde entier une vive agitation,

parce qu'elle concordait avec les raids sanglants contre Palmer, préfet de police de New-York.

Ils furent arrêtés le 5 mai 1920, près de Brockton (Massachusetts), comme ils se préparaient à se rendre à un meeting populaire de protestation contre la mort tragique, dix jours auparavant, de leur camarade Andréas Salisedo, qui était tombé de la hauteur du quatorzième étage, des « chambres de justice » de Park Row, à New-York.

Sacco et Vanzetti avaient été demandés pour établir la vérité sur ce fait que la mort mystérieuse de Salisedo suivit sa séquestration artificielle, son emprisonnement « au secret » sans que personne puisse l'approcher, ni lui parler, pendant deux mois.

On disait que cette mort était le résultat des méthodes utilisées par les agents de Palmer pour couvrir et masquer leurs illégalités.

Le jour qui suivit leur arrestation, Sacco et Vanzetti apprirent qu'ils étaient inculpés du meurtre d'un garde d'une compagnie manufaturière de chaussures, qui avait été tué trois semaines auparavant par des bandits en auto, en face de l'usine Rice et Hutchinson, à South-Braintree (Massachusetts).

Sacco et Vanzetti proclamèrent leur innocence et eurent de nombreux témoins qui vinrent parler en leur faveur ; mais ils furent condamnés l'été suivant par la cour de Dedham, comme coupables d'un meurtre « du premier degré », malgré que la défense eut établi de nombreux témoignages en faveur des accusés et de grosses irregularités judiciaires au préjudice des accusés.

En plaidant pour la révision du jugement, les avocats Moore, Mac Anarney et Thompson, présentèrent cinq motions, accompagnées de nombreux témoignages formulant des faits nouveaux, produisant de sensationnelles confessions de témoins. Les témoins jugèrent qu'ils avaient été forcés par le « procureur » de progrès.

C'était Louis Peizer (qui plus tard devait encore se contredire) comme Gaston Means dans l'affaire Dangherity, Carlos E. Doodridge et Lola Andrews.

La cinquième motion établit que le témoignage de l'expert Hamilton, lequel était accompagné de photographies qui montrent que les traces de la balle du meurtre sont tout à fait différentes de celles du revolver qui possédait Sacco.

Les constatations du capitaine Proctor, expert de la police, sont aussi relevées. Elles disent qu'il a fait la comparaison entre la balle du revolver de Sacco et celle du meurtre, avec ses propres observations premières, faites sur la demande de l'avocat du district.

Le juge Thayer, sans s'occuper de toutes ces motions, ni de la sensationnelle évidence des rétractations, n'a pas accédé à la demande de la défense.

Il est probable que le résultat de l'enquête fut particulièrement décevant pour le rey-goliéttisme, car nul n'en connaît jamais le résultat. Malgré cela, le rey-goliéttisme, ce singulier mélange de l'intimidation, du chantage, de l'imposture et du faux, prospère encore, alors qu'il n'aurait jamais dû pouvoir prendre racine, alors qu'il n'aurait jamais pu prendre racine, si la conscience humaine existait réellement.

Les médecins inspecteurs se contentent trop souvent de hausser les épaules, lorsqu'ils voient un moniteur faire piover les enfants à n'importe quelle heure ; des inspecteurs de l'enseignement primaire n'hésitent pas à ordonner aux maîtres et aux maitresses, dont la conscience se révolte devant les menées du rey-goliéttisme, de céder leurs élèves à ces Messieurs aux heures contre-indiquées par la pédagogie et l'éducation physique, à les menacer s'ils refusent de s'incliner : l'un d'eux est allé jusqu'à s'associer à un faux de M. Rey-Goliétt — crise des consciences ! —, des maîtres ou des maitresses, pour ne pas être en butte à l'inimitié malaisante des magnats du sabotage de l'E.P.S. et de leurs complices imbéciles, quelques-uns pour être débarrassés, disent-ils, une demi-heure par semaine ou une demi-heure par jour de leurs élèves (ces maîtres et ces maitresses doivent aimer véritablement leurs élèves, leur métier, l'école), les abandonnent à n'importe quel moment de la journée scolaire aux moniteurs militaires municipaux.

Ferons-nous appeler vain à la conscience des médecins scolaires, des inspecteurs primaires, des maîtres et des maitresses, pour libérer l'école du rey-goliéttisme stupide et malaisant ?

(A suivre). Maurice JACOUILLE.

Instituteur public.

C'est le 1^{er} mai 1922. A la fin de la matinée syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

— Va-t-on laisser pour huit ans encore dans sa cellule celui qui n'écouta que l'élan généreux de son cœur — en courant à l'aide de ses frères de misère ? Est-ce que le cas de Taullèle n'est pas vraiment le plus amnistié de tous les cas ? Nous nous permettons de le signaler à ceux qui se flattent de pouvoir rappeler aux autorités du Bloc des Gauches leurs promesses et d'en obtenir les mesures bienveillantes.

festation syndicaliste du Parc des Orfèves, à la porte de Saint-Ouen c'est la sortie des grévistes. Ce sont les habituels déplacements de police ; les traditionnelles provocations de la fiscalité. Des camarades sont entourés par les brutes, frappés à coups de matraques, à moi illos assommés : le sang coule, Taullèle voit cela. Il est nouvellement arrivé de sa province. C'est la première fois qu'il assiste à de telles scènes de sauvageure. Son sang ne fait qu'un tour en son organisme bouleversé. Il entend les cris des compagnes. Il voit les bourgeois accourir plus nombreux encore, revolver au poing. Taullèle tire dans le tas. Il a blessé un agent.

Dix ans de réclusion.

A travers le Monde

ANGLETERRE

LA VICTOIRE DES CONSERVATEURS

La répercussion au Stock Exchange

La victoire conservatrice a causé une joie très vive dans les milieux financiers de la Cité, où personne n'avait envisagé la possibilité d'une majorité aussi écrasante pour les unionistes.

Au Stock Exchange, on exprime l'avis que les effets du succès des conservateurs ne se feront réellement sentir que d'ici quelques jours.

Cependant, d'ores et déjà l'emprunt de guerre 5 % est monté à 101 ; le 4 1/2 convertissable a atteint 99 1/4 et les valeurs des Compagnies de chemins de fer ont accusé une hausse assez sensible.

Dans les milieux financiers on est convaincu que le prochain gouvernement conservateur pourra rester au pouvoir plusieurs années.

L'AFFAIRE ZINOVIEF

M. Mac Donald attendra les résultats de l'enquête avant de démissionner. Londres, 31 octobre. — A White Hall, on déclare ce soir qu'une des principales raisons pour lesquelles M. Mac Donald n'a pas encore pris de décision au sujet de la démission du cabinet, est que le premier ministre, fidèle à la promesse qu'il a faite à Cardin, de provoquer des recherches sur l'authenticité de la lettre attribuée à Zinovief, désire liquider cette question avant toute autre chose.

Les ministres travaillistes sont convaincus que les membres du Comité spécial chargé d'effectuer l'enquête prescrite, seront à même de présenter leur rapport dès lundi prochain. C'est pour cette raison que le cabinet s'est ajourné à mardi.

BELGIQUE

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au 23 octobre, le nombre de billets de banque en circulation dans le pays représentait une valeur globale de 7.573 millions de francs. C'est là le chiffre le plus bas depuis mars dernier.

NOUVELLE GREVE DU CHARBONNAGE

Les houilleurs occupés au puits n° 27 du charbonnage des produits de Flénur, à Jemmapes, se sont mis en grève au sujet d'un conflit dans l'exécution de leur travail.

ETATS-UNIS

LES ELECTIONS A LA PRESIDENCE

Dans les milieux politiques on considère comme à peu près certaine la réélection de M. Coolidge à la présidence. Toutefois, on fait remarquer que le conflit qui s'était manifesté entre le président et le Congrès deviendra plus aigu quand il sera de nouveau de l'établissement du budget.

Les démocrates et les partisans de M. La Follette sont d'avis que la coïncidence des élections des membres de la Chambre des représentants avec l'élection présidentielle, réduira à néant la faible majorité que détiennent les républicains avec 221 sièges à la Chambre des représentants, sur un total de 435.

LA LUTTE CONTRE LA MORT

La lutte entreprise par la science contre la mort continue de progresser. Selon les statistiques que vient de publier la Metropolitan Life Insurance, il résulte que la mortalité pour le mois d'août dernier, sur 15.000.000 d'assurés occupés dans des entreprises industrielles diverses, la mortalité n'a été que de 7,3 pour 1.000, ce qui représente le chiffre le plus bas qui ait été constaté jusqu'ici pour ce mois. Comparés aux chiffres du mois d'août précédent, il y a une diminution de 13,0%.

La fièvre typhoïde et la tuberculose sont en régression marquée, les morts par accident se sont chiffrés par 67 pour 100.000, et même les accidents mortels d'auto sont moins nombreux qu'ils ne l'étaient en juillet.

L'EMPRUNT ALLEMAND AUX ETATS-UNIS

On annonce de source autorisée que le montant des souscriptions à l'emprunt allemand, qui est d'environ 101 millions de dollars, sera expédié en plusieurs fois en

Allemagne pour y être placé dans les réserves de la Reichsbank, au lieu d'être laissé à New-York pour le paiement des achats allemands.

LA RECOLTE DU GOTON

Se basant sur les derniers chiffres statistiques officiels, M. Francis Sisson, vice-président du Guaranty Trust, estime que la récolte du coton de cette année sera certainement la plus abondante et dépassera toutes les récoltes depuis 1914.

Les prévisions officielles pour la récolte à la mi-septembre étaient de 12.596.000 balles,

mais les évaluations privées dépassaient ce chiffre. La consommation américaine pendant les douze mois finissant le 31 juillet a été de 5.669.000 balles, contre 6.665.000 balles l'année précédente.

ITALIE

UN NOUVEAU PARTI LIBERAL

Le *Giornale d'Italia* assure qu'à la suite de dissensions qui se sont manifestées au sein du groupe libéral, une scission se produirait. Il se formerait prochainement un parti dit « groupe libéral de gauche » sous les auspices de M. Giolitti.

UNE GREVE DE GARGONS DE CAFE

Les garçons de café de Naples s'étant mis en grève ce matin, tous les cafés de la ville sont fermés.

RUSSIE

LES CONCESSIONS

L'on annonce d'Italie aux journaux de Berlin que le gouvernement des Soviets v'ient d'accorder à un consortium italien la concession exclusive pour trente-trois ans, de l'exploitation houillère du bassin du Donetz. Un accord à cet effet a été passé entre Mussolini et Jureniev, ambassadeur des Soviets à Rome.

Il n'y a pas longtemps on avait également annoncé des pourparlers entre les Soviets et le milliardaire américain Harriman, au sujet de la concession des mines de manganezé, en Géorgie.

Les bolcheviks accusaient les menchikovs géorgiens d'avoir organisé la récente insurrection dans le but de livrer les richesses minières de leur pays au capitalisme international. Actuellement ce sont eux qui tiennent ces richesses-là en Géorgie, comme en Russie. Harriman, Mussolini et les Soviets. Surcapitalisme, fascisme et communisme.

Mais cet assemblage hybride ne saurait durer longtemps.

STATISTIQUE DE GREVES

Le Bulletin du bureau central des Unions professionnelles letttones vient de publier les statistiques des grèves russes, pour 1922 et 1923. Les chiffres qu'on va lire sont empruntés aux communiqués officiels (et incomplets) du gouvernement des Soviets.

Il y a eu en 1922 et 1923 dans la Russie soviétique 505 grèves avec 154.278 participants. Dans la métallurgie, le nombre des grévistes a été de 12,3 % du nombre total des ouvriers métallurgistes, dans l'industrie minière de 22,8 %, et dans l'industrie textile de 2,6 %.

Dans plus de la moitié des cas le non-paiement des salaires a été la cause déterminante des grèves. 34,2 % des grèves ont réussi, complètement, 31,1 % partiellement et 34,7 % se sont terminées par un échec.

LA GRISE DES CELLULES D'USINES

A la réunion du Comité Exécutif de Pétrrogard, le délégué des cellules d'usines s'est plaint de l'accroissement du nombre de démissions, au sein de ces groupes. Ce sont surtout les ouvriers (car il y a là-bas aussi des ouvriers honoraires) qui s'en vont.

Le rapporteur a cité les raisons principales des démissions : la fatigue physique, la difficulté d'assurer l'existence matérielle dans les rangs du parti ; l'attitude ironique des ouvriers sans parti qui se gaussent des communistes aux réunions et enfin le boycott dont ces derniers sont l'objet en dehors des usines.

BRÉSIL

NOUVEAU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Un message de Buenos-Aires annonce qu'un nouveau mouvement révolutionnaire

s'est déclaré au Brésil, parmi les troupes fédérales de l'Etat de Rio Grande do Sul. On signale que deux régiments de cavalerie en garnison à Uruguayana et à Saiborja ont pris possession de ces deux villes sans coup férir.

ALLEMAGNE

LES GÉNÉRAUX BAVAROIS ET LE GENERAL LUDENDORFF

Berlin, 31 octobre. — Les généraux de l'ancienne armée bavaroise ont pris de nouveau position le 27 octobre dans le conflit entre le prince Rupprecht de Bavière et les généraux bavarois. Sur 36 généraux convoqués, 27 se sont présentés et ont décidé, sur la demande du prince Léopold de Bavière, de rompre toutes relations avec le général Ludendorff, pour avoir porté publiquement contre le prince Rupprecht, d'argente accusations.

CHINE

PROPOSITIONS DE PAIX

On mandate de Shanghai que le maréchal Ou Pei Fou a offert de cesser les hostilités si le général chrétien Feng persuade à Tchang So Lin de se retirer au delà de la grande muraille et si tous les partis sont d'accord pour revenir au *statu quo ante bellum*.

Chang Chou Tsen, qui sert de médiateur, est arrivé à Tien Tsin. Dans les cercles officiels de Shanghai on croit généralement que le changement d'attitude du maréchal Ou Pei Fou peut amener la paix en Chine dans quelques jours.

GRÈCE

SIMAGRES BOURGEOISES

Le nouveau ministre allemand, qui, il y a plusieurs semaines, crée une sorte d'incident diplomatique en refusant d'adresser la parole en français au président, comte Coundourios, a remis ses lettres de créance aujourd'hui au président.

On était arrivé, en vue de cette formalité à un compromis. Le ministre allemand s'exprima dans sa langue maternelle, mais sa déclaration fut immédiatement traduite en français. Quant au président, il a répondu en grec, et sa réponse fut traduite en français par le chef du protocole.

HOLLANDE

UNE NOUVELLE METHODE DE PRESERVATION DES FRUITS

Un nouveau mode de préservation des fruits vient d'être essayé avec plein succès. La méthode inventée par le docteur Cramer, de Buitenzorg (Java), consiste à tremper le fruit dans une solution de caoutchouc liquide. Au bout de quelques instants, exposé à l'air frais, le fruit ainsi traité se trouve recouvert d'une mince membrane de caoutchouc, laquelle empêche tout contact avec l'air ambiant, retardant la maturation.

Le nouveau procédé a été utilisé pour l'expédition en France de mangues et de fraises, et ces fruits sont arrivés à la Société d'Alimentation en parfait état de conservation.

En peu de lignes...

Prochain Conseil

Paris, 31 octobre. — Nos ministres se réuniront mardi prochain, 4 novembre, à 11 heures. Ils ne vont certainement pas faire diminuer la vie, et leurs discours n'empêcheront pas le prix du pain d'augmenter.

Doumergue recevra

Doumergue, très diplomate et roublard, va inaugurer, tous les mercredis, un système de réception des parlementaires qui lui en exprimeront le désir. Ces petites parolles constitueront la cuisine politique élégante.

Le droit des femmes

Au Musée social, les femmes se sont réunies en Congrès pour discuter de leurs droits. Des professeurs ont pris la parole sur « le travail des femmes et la maternité » et jusque-là ce n'était pas mal. Mais quand ils ont abordé la question du suffrage, ils

Réveil s'y entretenaient de l'influence du journal semi-hebdomadaire de Léon Giraud, influence d'autant plus pernicieuse que le langage en était prudent, sage et modéré.

On commençait à parler du cénacle de la rue des Quatre-Vents, on l'appelait une Convention. Il avait été décidé que les journaux royalistes feraient une guerre à mort et systématique à ces dangereux adversaires, qui devinrent, en effet, les meilleures en œuvre de la Doctrine, cette fatale secte qui renversa les Bourbons, dès le jour où la plus mesquine des vengeance amena le plus brillant écrivain royaliste à s'allier avec elle. D'Arthez, dont les opinions absolument étaient inconnues, enveloppé dans l'anathème prononcé sur le cénacle, allait être la première victime.

Son livre devait être *échiné*, selon le mot classique. Lucien refusa de faire l'article. Ce refus excita le plus violent scandale parmi les hommes considérables du parti royaliste venus à ce rendez-vous. On déclara nettement à Lucien qu'un nouveau converti n'avait pas de volonté, s'il ne lui convenait pas d'appartenir à la monarchie et à la religion, il pouvait retourner à son premier camp : Merlin et Martainville le prirent à part et lui firent amicalement observer qu'il livrait Coralia à la haine, que les journaux libéraux lui avaient voué, et qu'elle n'aurait plus les journaux royalistes et ministériels pour se défendre. L'acritude allait donner lieu, sans doute, à une polémique ardente qui lui vaudrait cette renommée après laquelle soupirer toutes les femmes de théâtre.

Il y avait du monde au bureau, tous les rédacteurs s'y trouvaient. Martainville y était venu s'entendre sur un point de la polémique générale adoptée par les journaux royalistes contre les journaux libéraux. Nathan, Merlin, tous les collaborateurs du

s'avaient pas mal de bêtises, celui-ci n'étant pas meilleur pour les femmes que pour les hommes.

Accident bizarre

Hier, à Narbonne, dans l'Aude, le jeune Henri Jouglé, âgé de cinq ans, dont les parents habitent Boulevard Ferroul, s'est étouffé en avalant un morceau de viande. Il n'est jamais inutile de surveiller des marmots qui mangent trop vite.

Herriot télégraphie

Herriot télégraphie au secrétaire général de la Ligue de l'enseignement pour le féliciter de sa campagne laïque bienfaisante dans le passé. Il parle d'égalité dans l'instruction. Celle-ci ne peut résulter que d'une rénovation totale des mœurs et des institutions.

Jour des Morts

La duchesse de Vendôme et divers barons belges vont commémorer la mémoire des soldats belges tués durant le cataclysme guerrier. Ces pompes et ces discours ne leur rendront pas la vie.

Fillette enlevée et souillée par un valet de chambre

Le 27 août 1923, Arthur Besse, alors âgé de 36 ans, valet de chambre dans un château de la commune de Lamongie-Montastruc, se présentait à l'orphelinat de la rue du Pont-Saint-Jean, à Bergerac, et se faisait confier une enfant de 13 ans pour, disait-il, la conduire à quelques pas voir sa mère. En réalité, il montait avec elle en automobile et se rendait à Mouleydier, puis à Libos, où il se livrait sur la malheureuse enfant à d'odieux attentats, puis la mettait dans un train à destination du Buisson, où elle fut recueillie par le chef de gare et ramenée à Bergerac.

Arthur Besse va être transféré à Bergerac.
Drame de la jalousie

Versailles, 31 octobre. — A la suite d'une violente discussion motivée probablement par la jalousie, un garde particulier, nommé Berg, au service du marquis de Rochambeau, à Fontenay-Saint-Père a tué sa femme de deux coups de revolver.

Le meurtrier, aussitôt arrêté, a été mis à la disposition du juge d'instruction de Mantes.

A la Maison des Journalistes

Notre lyonnais international est allé se faire congratuler à la Maison des Journalistes. Il a parlé de solidarité professionnelle et sociale. Il aurait dû parler surtout de cette indépendance absolue vis-à-vis du pouvoir établi qui devrait toujours caractériser la pensée libre. Sa présence même ne lui permettait d'ailleurs pas un tel discours.

Un hydravion se brise

Un mort, trois blessés

Lorient, 31 octobre. — Un hydravion du pilote de Lorient, piloté par l'enseigne de vaisseau Menez, de Ernest, s'est brisé devant Hourtin. Cet accident a fait trois blessés grièvement et un tué, qui est un quartier-maître du port d'Erteil (Morbihan). Les familles vont être avisées.

Jours au Panthéon

M. François Albert, ministre de l'Instruction publique, a tracé le programme de la translation des cendres de Jaurès au Panthéon pour le 27 novembre prochain. Ce sera une froide cérémonie bourgeois, qui procédera celle où l'on transporterait à son tour Anatole France.

On emprunte

Clément emprunte encore. Il prépare une émission prochaine. C'est toujours le système du bouche-trou grâce aux économies d'une foule de gens qui font confiance au dieu Etat et à ses prophètes.

Tueurs du volant

Dijon, 31 octobre. — A trois kilomètres environ de Dijon, rentrant à bicyclette par la route de Troyes, Georges Royer, 44 ans, négociant à Dijon, voulut se garer d'une automobile, mais un brusque dérapage de son vélo le jeta à terre, où il resta inanimé. Un médecin, qui voyageait précisément

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Chez les Bouchers

(SUITE)

Avant de terminer la critique sur le cheptel ovin venant de nos colonies françaises (Algérie), je tiens à faire remarquer pour donner plus de précision sur le sujet honteux qui se passe, qu'une partie des gros et grands mercantils de cette spécialité se tient à Marseille. Ceux-là sont connus. Ce sont les commissionnaires en moutons de ladite localité ; entre autres il y a parmi eux un patriote, ex-captaine d'infanterie. Vous dire qu'il ne nomme Dieppesdale père serait sans doute trop superficiel. J'estime que M. Sabatier, grand manitou de la viande, doit le connaître, mais il n'en cause pas. Quant à leurs complices opérant sur le territoire de l'Algérie, nous arrivons bien à les connaître.

De plus, dans les deuxièmes et troisième marché du mois courant, il est arrivé à la Villette environ 1.000 moutons venant d'Allemagne. Ces moutons reviennent à 1 franc de moins que les races françaises. Le gouvernement Herriot, ainsi que Quenelle et Cie, ne pouvaient tolérer un tel fait. Pensez, monsieur Sabatier, nos chers élèves nationaux se voyaient, vu la concurrence, dans leurs œuvres vives. Aussitôt l'on va trouver le Cartel des Gauches, comme l'on aurait été trouvés dans les frontières. Ce qui prouve une fois de plus que l'intérêt particulier de ceux qui détiennent le capital passe avant l'intérêt collectif de ceux qui représentent le travail.

Vous ne pouvez, MM. les diplomates et MM. les mercantils de la viande, nier ces faits. Aussi à quoi bon brouiller dans vos journaux bourgeois le crâne du bon peuple en relatait que vous allez faciliter l'introduction du bétail vivant, alors qu'en sourdine et sans crise gare vous fermez les frontières ?

Lorsque la chose est due, je dois rendre justice. Aussi je vous approuve, monsieur Sabatier, lorsque vous déclarez que l'on devrait interdire l'abatage des agneaux, mais et les agneaux, ces petits laitons qui font environ 23 livres de viande, qu'en faites-vous ? Ceux-là non plus ne sont pas en maturation quelques mois de plus — environ 10 livres de plus aussi. Qu'il s'en abatte seulement 1.000 par semaine, voyez que je suis plus que modeste, cela fait tout de même 10.000 livres de pertes. Mais voilà le hic de la chose. Votre brave clientèle bourgeois, qui est habituée à manger de ces braves petits gigots si petits, si minuscules, si bien fournis, sera obligée, malgré elle, de manger de ces gros gigots bien en viande : il c'est bon pour les prolétaires.

Et quand je pense qu'un de ces bougres de prolétaires tombe malade à la suite d'un gros surmenage pour remplir les coffres de ces braves bourgeois à l'estomac délicat, il est obligé le panvre bougre, l'aller chez le morticole acheter différents médicaments dont sa santé chancelante ne peut se passer, alors, gouvernement de honte, taxe de luxe, l'on frappe l'indispensable, mais la fantaisie l'on n'y touche pas. Il est vrai que les faiseurs de lois appartiennent à la haute finance ou tout au moins aspirent à y devenir. Aussi l'on ménage la poule aux deux œufs d'or. Il me semble que si l'on taxait la fantaisie de ceux qui ne regardent pas à la ruine d'une nation pour satisfaire leur appétit de lucre, ce serait juste. Mais, hélas !...

Il me semble que M. Sabatier pourrait, avec ses accointances gouvernementales, soumettre la question taxe de luxe sur la vente de jeunes agneaux, mais taxe à l'élevage, non à l'arrivée. Car il faut, en toute justice, toucher celui qui profite en premier lieu de la situation actuelle. Si M. Sabatier est sincère, il le peut ; mais j'ai bien peur qu'il nous joue une comédie humanitaire. Je dirai le pourquoi dans un prochain article. Il sera spécialement dédié à MM. les bouchers détaillants.

Pour la race bovine, si elle est réellement en diminution, comment se fait-il que l'on tolère l'abatage de bêtes en état de gestation, et cela journallement ; j'ai vu et je vois tous les jours abattre des vaches dites nourrices qui sont à quelques jours près à l'état de mettre bas. Cela, on n'en cause pas. Il est vrai que nous avons sans doute de braves parlementaires ruraux qui ne voudront sûrement pas faire des lois contre eux. Mais lorsque l'on se permet de dévoiler un scandale, monsieur Sabatier, c'est tout ou rien, et cela, entre nous soit dit, aurait été plus intéressant que de brouiller le crâne dans votre presse à l'opinion publique en relatant que les ouvriers bouchers gagnent : abattoirs 300 francs et plus, et à l'égal de 200 à 300 francs.

Commencez, monsieur le philanthrope, par donner l'exemple. Chez vous, la grande partie de votre personnel touche 120 fr. Si vous ne voulez pas être traité de menteur, rendez-vous à 80 francs de plus et je vous tiendrai quitte sur ce chapitre.

(A suivre.) F. CHARLIN.

Les victoires ouvrières

Dans la Chappellerie. — Le syndicat des ouvriers chapeleurs vient de signer un accord avec l'association parisienne des fabricants de chapeaux aux termes duquel les salaires seront augmentés de 15 à 25 % pour la saison d'été 1924-1925.

Cet accord sera renouvelé en octobre 1925, c'est-à-dire dans un an, à moins d'être dénoncé auparavant par l'une des parties. Mais le coût de la vie augmente quotidiennement il est indispensable que les ouvriers en chapeau poursuivent leur action afin d'être prêts à lutter pour assurer leur existence, d'arracher au patronat un salaire en rapport avec les nécessités économiques du moment.

La "Bataille Syndicaliste"

La Bataille Syndicaliste est parue. La demander à Amélie Plantelaine, dactylo au S. U. B., Bureau 10, quatrième étage de la Bourse du Travail.

LES GRÈVES

Dans la boucherie. — Les ouvriers bouchers israélites sont toujours en grève pour obtenir la journée de huit heures et le repos hebdomadaire. Il paraît que M. J. Godard, ministre du Travail est un démocrate. Or, il y a une loi nous semble-t-il qui impose, la journée de huit heures. Qu'attend-il pour la faire appliquer ?

Les ouvriers bouchers israélites travaillent des 12 et 14 heures par jour et c'est un scandale qui doit cesser et nous espérons que la tous les ouvriers bouchers soutiendront leurs frères en lutte.

Dans le S. U. B.

La position que nous avons prise doit réveiller en nous les sentiments d'agitation et d'action.

Le temps perdu en discussions acerbes et intestines nous ont fait perdre un temps précieux. Maintenant, il nous faut mettre les bouchées doubles.

Les décisions de l'A.G. du 19 Octobre, vont nous permettre de mener une campagne intensive.

Pour cela, vous serez tous présents aux réunions des sections locales suivantes, le dimanche 2 novembre, à 9 heures du matin.

Troisième et quatrième arrondissements. — 6, rue des Nonnains-d'Hyères. Délégué, Denovelle.

Cinquième et sixième arrondissements. — 6, rue Lanneau. Délégué, Fougeron.

Vingtième arrondissement. — À la Bellevilloise, salle Babouf. Délégué, Jour.

Charenton. — 26, quai des Carrières. Délégué, Bardy.

Saint-Denis. — 4, rue Suger. Délégué, Lacroiselle.

Gare du Bâtiment, tous sans exception à ces réunions.

P. S. — La réunion de la Section de Saint-Ouen est reportée à une date ultérieure.

NOTA : La Bourse du travail étant fermée les 1er et novembre ; les camarades sont invités d'en prendre note.

Minorité syndicaliste révolutionnaire

CONFÉRENCE DE LA MINORITÉ

Les syndicats minoritaires et les minorités syndicalistes sont convoqués à une conférence qui se tiendra les 1er et 2 novembre, 8, avenue Mathurin-Moreau, à Paris (19^e).

La première séance commencera à 9 heures du matin.

Ces organisations auront à discuter et à prendre position sur les quatre questions suivantes :

1^{re} Rester à la C. G. T. en faisant des fusions fédérales ;

2^{re} Se retirer dans l'autonomie partielle ou totale ;

3^{re} Constituer une troisième C. G. T. ;

4^{re} La quatrième solution consiste à laisser les Syndicats, Unions, Fédérations libres d'examiner, d'après leur situation corporative, locale et industrielle, quelle est la solution qui leur convient le mieux et faire du Comité Minoritaire actuel l'organisme de liaison qui plus que jamais est indispensable à tous les syndicalistes, qu'ils soient autonomes, à la C. G. T. U. ou à la C. G. T.

Les délégués devront être porteurs d'un mandat écrit de ou des organisations (syndicats minoritaires ou minorités syndicales) qu'ils représentent.

Les organisations doivent prendre note de cette indication.

Celles qui ne pourraient envoyer de délégués peuvent envoyer leurs réponses à Massot, 52, boulevard de Belleville, Paris (20^e).

Aux Monteurs électriques

GRI D'ALARME

C'est avec une profonde tristesse que j'ai pu me rendre compte du peu de copains qui assistaient à notre réunion corporative du jeudi 23 octobre ; il est vrai que nos communications n'avaient pu passer dans la presse quotidienne. Mais lorsque l'on se permet de dévoiler un scandale, monsieur Sabatier, c'est tout ou rien, et cela, entre nous soit dit, aurait été plus intéressant que de brouiller le crâne dans votre presse à l'opinion publique en relatant que les ouvriers bouchers gagnent : abattoirs 300 francs et plus, et à l'égal de 200 à 300 francs.

Commentez, monsieur le philanthrope, par donner l'exemple. Chez vous, la grande partie de votre personnel touche 120 fr. Si vous ne voulez pas être traité de menteur, rendez-vous à 80 francs de plus, et je vous tiendrai quitte sur ce chapitre.

(A suivre.) F. CHARLIN.

Les victoires ouvrières

Dans la Chappellerie. — Le syndicat des ouvriers chapeleurs vient de signer un accord avec l'association parisienne des fabricants de chapeaux aux termes duquel les salaires seront augmentés de 15 à 25 % pour la saison d'été 1924-1925.

Cet accord sera renouvelé en octobre 1925, c'est-à-dire dans un an, à moins d'être dénoncé auparavant par l'une des parties. Mais le coût de la vie augmente quotidiennement il est indispensable que les ouvriers en chapeau poursuivent leur action afin d'être prêts à lutter pour assurer leur existence, d'arracher au patronat un salaire en rapport avec les nécessités économiques du moment.

La "Bataille Syndicaliste"

La Bataille Syndicaliste est parue. La demander à Amélie Plantelaine, dactylo au S. U. B., Bureau 10, quatrième étage de la Bourse du Travail.

mistes, comprenant l'action révolutionnaire.

Trêve de plaisanterie, maintenant notre Section n'a plus à s'arrêter devant les balivernes de ces gens là ; le moment est aux choses sérieuses.

C'est aux autonomes impénitents que je m'adresse, aux copains anarchistes, aux révolutionnaires sincères qui ont participé pendant une époque à la vie de notre organisation et qui, dégotées des luttes intestines qui s'y menaient, nous ont quittés. Nous voici débarrassés des éléments de discordes ; nous avons su redresser notre syndicat, nous marchons maintenant sur la route libre du syndicalisme. L'heure n'est plus aux hésitations ; que ceux qui veulent vraiment remettre la classe ouvrière dans son élément le plus laborieux, que ceux qui veulent descendre un peu de leur Tour d'Ivoire pour vivre la vie du prolétariat révolutionnaire viennent avec nous. Il faut une propagande qui porte ses fruits.

Plus de débâcle ; pour moi, ceux qui aujourd'hui se refusent de collaborer avec nous n'ont plus de prétexte ; s'ils refusent d'apporter leur part d'action dans la lutte syndicaliste révolutionnaire, c'est qu'ils sont satisfaits de la société présente et que leur révolutionnalisme était du dilettantisme.

Monteurs électriques autonomes, anarchistes révolutionnaires sincères, rejoignez votre syndicat, le S. U. B., et nous ensemble, dans notre section, nous arriverons à faire triompher notre syndicalisme révolutionnaire, face à tous ces détracteurs.

A. CANE.

Mise au point

Dans son numéro du mercredi 29 octobre et sous la signature quelque peu fantaisiste de Paul Understock, le « Libertaire » publie un article intitulé : « Portraits de bolchéviques lyonnais où il est question de notre ami Argence qui fut le premier dans Rhône à enrayer efficacement l'œuvre néfastes des stipepieds de Moscou ».

Evidemment, c'est beaucoup d'honneur pour moi, beaucoup trop même et je me serais volontiers passé d'un tel brevet, d'autant plus volontiers que je ne puis accepter le fond même de l'article sus-dit.

J'estime en effet que les Partis, les doctrines, les philosophies se critiquent au travers des événements et des faits sociaux ou dans le domaine purement spéculatif du raisonnement, mais non, comme l'a fait Paul Understock, au travers des personnalités, si méprisables furent-elles. Il m'est particulièrement indifférent que X. ait été boudé dans son village, que Y. soit fils d'un ancien directeur d'école de Jésuites, etc., comme il m'est indifférent que X., Y. ou leurs séides m'injurièrent quotidiennement, voire même quatre fois par jour. Je ne suis pas à ce point, pauvre d'esprit, ni non plus à court d'arguments, qu'il me faille, pour me défendre, me diminuer jusqu'à ramasser l'injure.

Laissions donc à ceux qui n'ont plus à se déshonorer, tant la chose est faite depuis longtemps, le privilège d'user de tels moyens de polemique, laissions, sourions et passons... la route est large.

Fascisme rouge

AUX OUVRIERS COIFFEURS

Après avoir combattu avec nous dans les C. S. R. contre toute immixion politique au syndicat, contre le fonctionnarisme syndical, pour les méthodes d'action directes, les soi-disant communistes qui sont à la tête de notre syndicat, faisant une volte-face éccrante, viennent de le livrer à la domination du P. C.

Comme récompense, Cordier, après 26 mois passés à notre permanence du Secours Rouge, doyen ex-permanent à notre syndicat, est depuis 8 mois permanent à l'U. D. A. 1.150 francs par mois, pour des anti-sionistes d'hier...

Mettons bas leurs masques, ils montrent leurs vraies figures ; nos cotisations, notre journal, notre permanence, l'école, sont utilisées au profit du P. C.

Les syndiqués ne voulant pas se soumettre sont calomniés, brimés, traités de petits bourgeois, contre-révolutionnaires, anarchos, démolisseurs du syndicalisme, etc., etc...

Après avoir frappé en pleine tribune Tixier G., après l'avoir exclu en conseil, ils viennent par un coup de force faire réaffirmer cette exclusion par l'A. G. du 30 octobre. Leconte, qui au nom des syndicats protestait, a été frappé en pleine tribune par Creuzet ; Guillet a été également frappé, ceux qui protestèrent furent blessés, molestés.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'inscrire dans les conflits ouvriers.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'inscrire dans les conflits ouvriers.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'inscrire dans les conflits ouvriers.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'inscrire dans les conflits ouvriers.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi — toujours faite pour les riches — vienne s'inscrire dans les conflits ouvriers.

Comment se peut-il qu'il ne se doit pas trouver dans l'usine un nombre suffisant de travailleurs français pour soutenir et défendre les partis étrangers. M. Herriot et son ministre du Travail, vont-ils permettre aux exploitants de spéculer sur la fausse situation de l'étranger pour le saigner sans qu'il soit possible de protester.

Il faut que le prolétariat fasse respecter ce droit élémentaire de quitter le travail quand cela lui plaît, sans que la loi —